Cause Commune express
Journal anarchiste www.causecommune.net

La hausse des frais, ON NE L'AVALERA PAS!

Le gouvernement libéral a annoncé une hausse colossale des frais de scolarité. Que l'on en juge : 325$ par an jusqu'en 2017, soit une augmentation de 75% en cinq ans. À ceux et celles qui pensaient encore, naïvement, que l'accès aux études était un droit, la bande de parasites qui nous « représentent » vient de rappeler une évidence : le savoir, ça se paye. Et tant pis pour les enfants des classes populaires. Si elle n'est pas vaincue, la présente hausse ne fera, finalement, que renforcer la reproduction des classes sociales et des relations de domination qui vont avec.

Ainsi, la lutte étudiante qui s'amorce ne représente pas qu'un simple débat comptable sur le financement de l'éducation. Il s'agit carrément de bloquer le projet de société néo-libéral et son ambition d'enterrer nos aspirations à la liberté et à l'égalité. C'est en prenant conscience de cela que les étudiants et étudiantes feront de ce qui vient non pas un simple épisode du mouvement étudiant, mais un réel moment d'histoire.

Comment lutter, comment vaincre?

On peut tout de suite prévoir que le gouvernement mobilisera tous ses effectifs idéologiques pour discréditer le mouvement. À grands coups de conférences de presse, de colonnes d'opinions et d'interventions radiophoniques, le mouvement sera ridiculisé, dénoncé, pointé du doigt à chaque occasion. Plus le mouvement aura du poids, et plus il sera attaqué par les idéologues de droite qui tenteront par tous les moyens de nous faire penser qu'il n'y a pas d'alternatives!

Cela dit, il nous semble pertinent d'évoquer quelques idées qui, nous pensons, seront utiles pour faire face à la cacophonie conservatrice.

En premier lieu, la construction d'une solidarité directe entre le mouvement étudiant et les autres mouvements qui se battent pour la justice sociale nous semble essentielle. Bien sûr, les dirigeants et dirigeantes de syndicats, les chef-fe-s de mouvements populaires ou bien de partis peuvent bien déclarer aux médias leur appui au mouvement, mais il ne s'agit pas de cela. Il s'agit d'impliquer dans l'action et la réflexion la base de tous ces mouvements afin qu'ils et elles puissent prendre conscience des intérêts communs partagés.

Ensuite, pour gagner la bataille, le mouvement devra s'appuyer sur les assemblées générales étudiantes comme celles qui ont décidé de se mettre en grève aujourd'hui. Cette tradition de démocratie directe dans nos universités et cégeps doit à tout prix être défendue et développée, sans quoi la lutte est vite réduite, dans les faits, à une affaire exclusive de représentants ou de représentantes, de porte-paroles et de spécialistes. L'expérience nous démontre bien que le changement social radical, et donc durable, n'émerge réellement que là où la notion de pouvoir collectif est prise au sérieux.

N'oublions pas non plus que l'État ne nous fera pas de cadeaux. Les manifestations, comme celle d'aujourd'hui, servent notamment à faire connaître notre lutte, mais elles ne seront pas suffisantes. C'est une réelle pression qui pourra faire pencher le rapport de force en notre faveur et ainsi forcer l'ennemi à reculer. L'ennemi en question, c'est l'État et l'ensemble de l'élite capitaliste, pour qui le profit et la croissance économique sont une obsession. Pour les faire fléchir, il faudra leur faire réaliser qu'il leur en coûtera plus cher de persister à faire passer leur hausse de frais que ce qu'ils espèrent, au bout du compte, retirer des poches des étudiants et étudiantes. Si ces crapules s'imaginent que nous ne pouvons pas freiner leur hausse, nous devrons leur montrer que nous pouvons paralyser leur économie.

Enfin, lutter, c'est aussi réfléchir. La lutte constitue, dans le contexte actuel, le meilleur moment et le meilleur véhicule pour apprendre les savoirs pratiques et théoriques qui sont à la base de l'éducation : les savoirs qui développent notre autonomie et notre sens critique, qui nous donnent les outils pour nommer, comprendre et agir sur les différentes sources d'oppression, dans le but de les éliminer.

Quand le savoir devient le nerf de la guerre

Le rôle des universités dans le capitalisme avancé

La compétition, ou plutôt la guerre économique que se livrent entre eux les pays capitalistes, atteint un seuil nouveau. Auparavant, on mobilisait des armées industrielles et du savoir-faire productif pour produire au moins cher et ainsi damer le pion à la concurrence. Maintenant, on demande aux universités de développer des innovations productives et de contribuer à la croissance de l'économie.

Bien sûr, les universités, dans le capitalisme, ont toujours eu un rôle économique : une partie de leur fonction était de former la main d'œuvre. Ce qui est nouveau, cependant, dans le mouvement de marchandisation accrue que l'on a sous les yeux, est le rôle de premier plan dévolu dorénavant à l'école. Elle n'est plus appelée à transmettre un savoir-faire à des gens qui iront par la suite sur le « marché du travail ». Au contraire, l'école elle-même devient un marché des idées, un laboratoire de développement d'innovations permettant de raffiner le capitalisme. L'École de technologie supérieure, par exemple, forme maintenant des ingénieur-e-s en… finance. Ces spécialistes ne font plus des ponts ou des routes, mais des modèles mathématiques pour maximiser l'accumulation de capital.

Cela change considérablement le rapport que l'on a à la connaissance. La culture, le patrimoine, le savoir-faire traditionnels propres à un métier sont balayés au profit de nouvelles concoctions-minute, adaptées *just-in-time* aux fluctuations des marchés ou à la « demande » venue des « partenaires » d'affaires. Aux profs, François Legault offre des hauts salaires, mais en échange, ils et elles doivent générer de meilleur-e-s élèves avec des hautes notes, sous menace de perdre leur emploi. Pour payer ces hauts salaires, on monte les frais étudiants jusqu'à endetter tout le monde à vie. La prochaine bulle spéculative de l'économie ne sera pas faite de dettes immobilières, mais de dettes d'études pouvant, comme aux USA, dépasser les 100 000$.

Ce n'est pas tant qu'il manque d'argent ou de ressources. Le gouvernement s'est privé de milliards ces dernières années en donnant des baisses d'impôts aux contribuables les plus riches. Il consacre aussi énormément d'argent, plus d'un milliard par année au Québec, à de la recherche subventionnée, le plus souvent en vertu de politiques « d'innovation » qui visent à stimuler le développement économique. Le misérable 300 millions que dégagera la hausse des frais de scolarité pourrait aisément être comblé autrement. Mais en haussant les frais, le gouvernement choisit d'endetter lourdement les nouvelles générations. Qu'on ne s'y trompe pas : cet endettement a d'abord une visée pédagogique disciplinaire. Il faut apprendre aux gens que le savoir est un produit commercial, que l'école est une industrie, qu'on en tire un bénéfice individuel à la manière d'un placement. Et pour cela il faut le payer très cher. Cela décourage en plus de flâner ou de militer politiquemenet durant les études : pas le temps, il faut travailler pour payer les factures. Factures qui augmentent ailleurs que sur nos relevés de frais universitaires. Car, ne l'oublions pas, c'est plus que des étudiantes et des étudiants qui sont attaqué-e-s : ce sont des locataires qui voient leur loyer augmenter et leur facture d'Hydro grimper; des bénéficiaires des services publics de santé qui devront verser une cotisation annuelle; des travailleurs et des travailleuses dont le salaire stagne.

> Quand nous n'enseignerons plus rien que la vénération de l'argent dans nos écoles, nous serons définitivement disparu-e-s comme communauté humaine.

La nouvelle université dénationalisée et acculturée, l'université de la barbarie, considère que la valeur d'un diplôme se résume à son prix. Le MBA de McGill coûte maintenant 30 000$, avec l'approbation du gouvernement même s'il s'agit d'un viol de la loi. On y enseigne toujours les mêmes idioties managériales, mais maintenant il est bien coté, puisque son prix est gros. Dans une telle perspective, un diplôme de mathématique pure, de théologie, d'histoire de l'art, s'il est obtenu dans une université peu chère, ne sert à rien. Un doctorat sur l'histoire de l'épistémologie de la science physique ne sert à rien non plus : c'est l'histoire humaine en entier, toute la culture qui n'a pas de « valeur » tant qu'elle n'a pas reçu une étiquette de prix.

La marchandisation de l'université trahit la marchandisation plus généralisée du rapport que nous entretenons avec le patrimoine intellectuel, culturel et scientifique de l'humanité, c'est-à-dire avec ce que nous sommes intimement. Nous n'accordons plus de signification à ce qui n'est pas immédiatement un moyen de nourrir la chaudière de la locomotive de l'économie. Ne voyons nous pas quelle pauvreté d'expérience cette société-machine laisse dans son sillage et prépare pour l'humanité à venir? Désolation de la nature, insignifiance culturelle, perte de repères identitaires…

Nous sommes lancé-e-s sur les chemins de la barbarie, et en course folle. Quand nous n'enseignerons plus rien que la vénération de l'argent dans nos écoles, nous serons définitivement disparu-e-s comme communauté humaine. Qu'y a-t-il d'autre au bout de la logique actuelle? Plus on y met d'argent, et plus l'école devient méconnaissable, triste, hideuse même, à l'image d'un monde qui s'enlaidit à mesure qu'il « s'enrichit » en devenant aveugle à tout ce qui formait la richesse de notre expérience passée. Résister contre la marchandisation de l'éducation, c'est résister contre la commercialisation de l'humain, de la culture, de la nature, du rapport que nous avons avec le reste du monde de la vie. C'est lutter pour qu'un jour, après le calcul, nous puissions rire avec soulagement de ce qu'on nous ait un jour demandé de payer pour penser.